

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL
sric.ud94.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 17/04/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

publié sur 
SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F
RN 186
94000 Créteil

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2025/SG/N°048

Code AIOT : 0006506494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F implanté RN 186 ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil.

Dans le cadre d'une action coup de poing 2025 sur le récolement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure (APMED) et le suivi des sanctions, il a été réalisé une visite de l'établissement SCUC PALAIS F, afin de vérifier la remise en conformité de l'installation suite aux prescriptions de l'AP MED n°2024/02596 du 25 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCUC CHAUFFERIE DU PALAIS F
- RN 186 ROUTE DE CHOISY 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506494 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société SCUC - Palais située à Route de Choisy RN 186 à Créteil, (coordonnées GPS 48.785659, 2.448131) est constituée de cinq chaudières qui permettent l'alimentation en eau chaude sanitaire et en chauffage pour la ville de Créteil. En fonctionnement normal, cette chaufferie utilise la chaleur transmise par VALO'MARNE. Elle redistribue la chaleur de cet incinérateur vers les chaufferies exploitées par la SCUC (A Nord, BD, C et E).

La puissance thermique totale de la chaudière est de : 37,3 MW. Les caractéristiques techniques des chaudières sont stipulées ci-dessous :

- Chaudière n°1 identifiée sous le n°23-6986, de type GLOBAL NO 11 et de marque DANSTOKER fabriquée en 2003. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°2 identifiée sous le n°Z271606022, de type D6905 et de marque GUILLOT fabriquée en 2006. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°3 identifiée sous le n°Z132805901, de type D6905 et de marque GUILLOT fabriquée en 2008. Sa puissance thermique maximale est de 7,6 MW.
- Chaudière n°4 de type TOTAL TUB-D et de marque GUILLOT fabriquée en 2008. Sa puissance thermique maximale est de 6,96 MW.
- Chaudière n°5 identifiée sous le n°71210281, de type T6000 et de marque GUILLOT fabriquée en 1969. Sa puissance thermique maximale est de 6000Th/H soit 7,6 MW.

Sur le site se trouve également trois cuves de fioul enterrées de volume individuel de 100000L (100m³), en doubles enveloppes et reliées à des détecteurs de fuites. Il existe également deux autres cuves de contenance de 100000L (100m³) chacune mais elles ont été neutralisées.

La société SCUC Palais F relève des rubriques suivantes au titre de la nomenclature des installations classées : 2910-A-1 [E] et 4734-1-c [DC].

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en

demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	Sans suites sur le respect de l'article 3 Mise en demeure sur le respect des articles 29, 40, 54	1 à 4 mois en fonction des prescriptions
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	6 Mois
4	Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 Mois
5	Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	9 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	
3	Dispositions d'exploitation - Consignes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Suite à la notification de l'APMED n°2024/02596 du 25 juillet 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en conformité son établissement sur les points de contrôle suivants :

- mise en place d'une clôture ou d'un mur autour de l'installation pour assurer la sûreté de l'installation conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- mise en place de la surveillance en continu des paramètres SO₂, NO_x, poussières et CO conformément à l'article 78 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- mise en place des contrôles qualité des paramètres devant être surveillés conformément à l'article 83 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018.

Dans ce contexte, il est proposé au préfet du Val-de-Marne de prendre un arrêté préfectoral de sanction administrative portant astreinte administrative.

De plus, afin de faire suite à l'audit de conformité effectué le 14 novembre 2024 par le bureau d'études BUREAU VERITAS et compte tenu des actions restant à mettre en œuvre (hors points qui font l'objet de la proposition d'astreinte administrative), il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de finaliser ces actions dans les délais annoncés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3

Thème(s) : Situation administrative Réglementation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue : 25/09/2024

Prescription contrôlée :

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées son audit de conformité effectué le 14 novembre 2024 par le bureau d'études BUREAU VERITAS. Référence du document : 0797220/21963158-1

Suite à la réalisation de cet audit de conformité, l'exploitant a mis en place un plan d'actions, qu'il suit en interne, pour se mettre en conformité sur les éléments suivants :

- Stockage de 2 fûts en plastique de 1000 litres de chacun contenant un produit corrosif qui ne sont pas posés sur rétention ;
- Absence d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie (un bassin de rétention des eaux d'extinction). Prendre en considération les guides D9 et D9A pour les calculs des volumes de rétention nécessaires ;
- Absence d'une clôture de 2 mètres sur le périmètre du site ;
- Absence d'un plan des réseaux (eaux pluviales, eaux domestiques, eaux pluviales polluées et non polluées, eaux, alimentation en potable ;
- Absence d'un plan de collecte des effluents et d'un plan des réseaux ;
- Absence d'une note de calcul de la hauteur des cheminées ;
- Absence des rapports QAL et AST.

L'inspection a recommandé à l'exploitant de compléter son plan d'actions en mentionnant les dates limites de remise en conformité ainsi que de nommer un pilote pour chacune des actions afin de faciliter le suivi. L'exploitant a complété son plan d'actions suite aux remarques émises pendant l'inspection. La transmission de l'audit de conformité permet ainsi de constater le respect de la mise en demeure concernant l'article 3 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Cependant, compte-tenu des actions restant à mettre en œuvre (hors points qui font l'objet de la proposition d'astreinte administrative), **il est proposé de mettre en demeure** l'exploitant de finaliser les actions suivantes :

- Mise sur rétention de 2 fûts en plastique de 1000 litres contenant un produit corrosif (délai : 1 mois)
- Mise en place d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction en cas de d'incendie (un bassin de rétention des eaux d'extinction) (délai : 4 mois)
- Mise en place d'un plan des réseaux (eaux pluviales, eaux domestiques, eaux pluviales polluées et non polluées, eaux, alimentation en potable) (délai : 2 mois)
- Mise en place d'une note de calcul de la hauteur des cheminées (délai : 2 mois)

Respect de la prescription : oui, sur l'article 3, mais nouvelles non-conformités relevées

Type de suites proposées : Avec Suites

Proposition de suites : Mise en demeure

N° 2 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30

Thème(s) : Risques accidentels Protection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.

Constats :

Par courrier du 01 août 2024, l'exploitant précise que la mise en sûreté de l'installation (en mettant en place une clôture ou un mur autour de l'installation et de ses équipements) est une demande formulée auprès du bureau d'étude de la ville lors d'une réunion mensuelle.

L'exploitant précise que le rapport de l'inspection a été transmis à la mairie et qu'il n'y a pas encore eu de retour de leur part. La mise en place d'une clôture ou un mur autour de l'installation est à ce jour non réalisée étant donné que la mise en œuvre de l'action est dépendante du retour du propriétaire (la mairie). L'accès à l'installation reste néanmoins restreint au personnel habilité.

Suite aux différents échanges lors de la précédente inspection et pendant cette inspection, l'exploitant vient de formuler une demande d'un nouveau devis afin de sécuriser à minima les vitres et la zone d'accès aux cuves de fioul. L'exploitant s'est engagé par courrier du 29 janvier 2025 à ce que le nouveau devis soit transmis à la mairie sous un délai de 15 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la mise en sûreté de l'installation en mettant en place une clôture ou un mur autour de l'installation. Si cela n'est pas possible à cause des limites de propriété, il doit à minima sécuriser les vitres qui donnent accès au bâtiment et les cuves de fioul.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 Mois

N° 3 : Dispositions d'exploitation - Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33

Thème(s) : Risques chroniques Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

II. Consignes d'exploitation :

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Constats :

Courrier de réponse de l'exploitant au 1 août 2024 : Mise à disposition d'un aide-technique et de consignes d'exploitation spécifique (ex : démarrage et arrêt). Utilisation d'un logiciel pour la maintenance préventive LYNXE et présence sur le site d'un certain nombre d'affiches pour les opérations spécifiques.

Lors de cette inspection, il a pu être observé la mise à disposition des consignes spécifiques (ex : démarrage et arrêt des installations) ainsi que de certains modes opératoires des opérations de conduite permettant l'entretien et le fonctionnement de l'installation.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78

Thème(s) : Risques chroniques Surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024

Prescription contrôlée :

Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO₂, en NO_x, en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.

Constats :

Par courrier recommandé du 01 août 2024, l'exploitant précise que la société ENVEA qui a en charge l'entretien et le suivi des installations de mesures en continu des installations a résolu le problème de communication entre les sites.

Au cours de l'inspection, l'exploitant précise que finalement la baie d'analyses actuelle ne permet la surveillance que du paramètre poussières.

Par courrier du 29 janvier 2025, l'exploitant précise rencontrer des difficultés avec le fournisseur ENVEA pour obtenir un devis afin de mettre à niveau la baie d'analyse pour qu'elle puisse mesurer l'ensemble des paramètres concernés. L'exploitant précise mettre en demeure ENVEA de transmettre un devis sous 30 jours et qu'à défaut de réponse, ils solliciteront un autre fournisseur afin de faire installer une nouvelle baie d'analyse.

L'exploitant s'est engagé dans ce même courrier à procéder aux travaux de mise à niveau ou de remplacement de la baie d'analyse sous un délai de 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la mise à niveau de la baie d'analyse ou à son remplacement sous un délai de 3 mois puis mettre en place les mesures en continu.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Assurance qualité mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83

Thème(s) : Situation administrative Qualité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- Date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024

Prescription contrôlée :

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Constats :

Par courrier recommandé du 1er août 2024, l'exploitant précise que la société ENVEA est en train de prendre ses dispositions pour effectuer les mesures et les contrôles pour le mois de décembre par sollicitation de l'APAVE.

Lors de l'inspection et par courrier du 29 janvier 2025, l'exploitant précise que la baie d'analyse actuelle ne permet que les mesures du paramètre poussières.

Par conséquent, l'exploitant n'a pas réalisé les contrôles qualité étant donné qu'il doit au préalable mettre à niveau ou changer la baie d'analyses. Il précise qu'il rencontre des difficultés pour obtenir un devis de son prestataire ENVEA pour mettre à niveau la baie d'analyse. Dans le cas où la société ENVEA ne répond pas à la mise en demeure formulée par le SCUC, l'exploitant va procéder au remplacement de la baie d'analyse par l'intermédiaire d'un prestataire extérieur. L'exploitant s'est engagé par courrier à procéder aux travaux de mise à niveau ou de remplacement de la baie d'analyse sous un délai de 3 mois. Il précise qu'il s'engage également à réaliser les contrôles qualité sous un délai de 6 mois dès la finalisation des travaux sur la baie d'analyse. Les contrôles qualité seront réalisés en période hivernale afin de prendre en considération les conditions normales d'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la mise à niveau ou au remplacement de la baie d'analyse sous un délai de 3 mois. Il doit par la suite réaliser les contrôles qualité sous un délai de 6 mois.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Astreinte	
Proposition de délais :	9	Mois